

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

THIVENT

Les Moquets
71800 LA CHAPELLE SOUS DUN

Références : AC/MV/2022/C_202
Code AIOT : 0005401219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement THIVENT implanté Les Moquets 71800 LA CHAPELLE SOUS DUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THIVENT
- Les Moquets 71800 LA CHAPELLE SOUS DUN
- Code AIOT : 0005401219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière exploitée par la SAS THIVENT à La Chapelle sous Dun a fait l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale de renouvellement et d'extension en date du 08/02/2022.

L'objet principal de la visite est le contrôle des prescriptions relatives aux aménagements préalables à l'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : aménagements préalables aux travaux d'extraction, conditions d'exploitation et rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.1.3	/	Sans objet
15	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Périmètre d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.6	/	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.7.2	/	Sans objet
3	Etablissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.7.3	/	Sans objet
5	Période de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.1.4	/	Sans objet
6	Aménagements préliminaires-signalisation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.1	/	Sans objet
7	Aménagements préliminaires - bornage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.2	/	Sans objet
8	Aménagements préliminaires-clôtures	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.3	/	Sans objet
9	Aménagements préliminaires-eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.4	/	Sans objet
10	Aménagements préliminaires-access voirie	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.6	/	Sans objet
11	Dossier préalable aux travaux	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.6	/	Sans objet
12	Conduite de l'extraction - déboisement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.1	/	Sans objet
13	Conduite de l'extraction- évacuation de smatériaux	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.6	/	Sans objet
14	Phasage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.5	/	Sans objet
16	Rejets centrales d'enrobage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 3.3.3	/	Sans objet
17	Déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 5.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 10.4.1	/	Sans objet
19	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions relatives aux aménagements préalables à l'exploitation sont respectées. L'exploitant doit cependant formaliser sur des documents internes les périodes autorisées pour les travaux d'extraction, le fonctionnement des installations et l'évacuation des matériaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Selon le dernier plan d'exploitation du 06/09/2022, les bords des excavations dans les zones en cours d'exploitation ont un retrait d'au moins 10 m par rapport aux limites de l'emprise autorisée. Il n'y a pas encore de front de taille dans la zone Nord en extension dont l'exploitation a commencé le 15/09/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.7.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 6 phases de 5 ans. À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). L'indice TP01 utilisé pour le calcul des montants de référence du tableau ci-dessus est celui en vigueur en août 2019, soit 111,5. Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. Montant de la phase 1 : 530 224 euros
Constats : L'acte de cautionnement fourni pour la nouvelle autorisation est d'un montant de 570 169 euros valable du 16/11/2022 au 15/11/2027 (montant calculé avec l'indice TP01 d'octobre 2021). Un acte de cautionnement d'un montant de 625 797 euros est en cours de validité jusqu'au 15/11/2022 (précédente autorisation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etablissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 1.7.3
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début des travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none">• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;• la valeur datée du dernier indice public TP01. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire. Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans.
Constats : Le document original attestant la constitution des garanties financières a été transmis au préfet (copie à la DREAL). Il est valable pour une durée de 5 ans à compter du 16/11/2022. L'indice TP01 d'octobre 2021 utilisé pour le calcul du montant est de 117,5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation du site doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.
Constats : Le directeur général de la société SAS THIVENT est M. DUMAS. Le responsable de la carrière est M. IMBERT.
Non-conformité : absence de désignation formelle de la personne responsable de la surveillance de l'ensemble des installations définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/02/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Période de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, périodes de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7 h à 20 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
Constats : L'exploitant a déclaré respecter les périodes autorisées de fonctionnement de 07h00 à 20h00. Hormis les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant n'a pas établi de consigne ou note d'organisation définissant les jours et la plage horaire autorisés de fonctionnement des installations et des engins d'exploitation.
Observation: absence de document interne ou de panneau d'affichage définissant les jours et la plage horaire autorisés de fonctionnement des installations et des engins d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Aménagements préliminaires- signalisation de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information des tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début des travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site.
Constats : Le panneau d'information relatif à l'autorisation de la carrière est présent à l'entrée unique du site depuis la route départementale. Il comporte toutes les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aménagements préliminaires - bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Situation administrative, bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,• le cas échéant, des bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux d'extraction définit à l'article 2.3.6. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur. Constats : Des nouvelles bornes ont été placées dans le cadre de la nouvelle autorisation pour délimiter les surfaces en extension autorisées. Un plan de bornage a été joint au dossier préalable aux travaux d'extraction. Ce plan édité par l'exploitant est issu du plan de bornage du géomètre expert ADAGE. Sur ce plan de bornage figurent les coordonnées (X et Y) et le repérage des nouvelles bornes. Un piquetage matérialisant la limite d'extraction a été réalisé sur les surfaces décapées en extension en partie Nord.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Aménagements préliminaires-clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Constats : L'ensemble du nouveau périmètre est clôturé ou dispose par endroit d'un dispositif équivalent (haies basses denses). L'entrée unique du site dispose d'une barrière fermée en dehors des jours et heures de travail. Des panneaux régulièrement fixés à la clôture périphérique et au niveau de l'entrée unique indiquent le danger et l'interdiction d'entrer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Aménagements préliminaires-eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, eau de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1er, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.
Constats : Un merlon périphérique est en cours de réalisation le long des limites Nord dans les surfaces en extension.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Aménagements préliminaires- accès voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires. L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.
Constats : Le débouché de la voie unique de desserte de la carrière sur la voie publique (RD985) est signalé dans les deux sens de circulation. Le nettoyage du débouché de la desserte sur la RD985 est réalisé selon le besoin par des balayeuses de l'entreprise THIVENT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dossier préalable aux travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.3.6
Thème(s) : Situation administrative, Dossier préalable aux travaux d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite dans la surface en extension, l'exploitant est tenu d'adresser au Préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant : <ul style="list-style-type: none">• le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.7 du présent arrêté ;• les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté ;• le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé à l'article 5.1.2 du présent arrêté. L'exploitant notifie au préfet et au Maire de la commune concernée la mise en service de l'installation.
Constats : L'exploitant a transmis un dossier préalable aux travaux d'extraction au préfet. Il comprend le courrier de notification au préfet de la mise en service de l'installation, le document établissant la constitution des garanties financières, l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 et le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées. L'exploitant a notifié au maire de La Chapelle sous Dun par courrier du 22/07/2022 la mise en service de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conduite de l'extraction - déboisement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déboisement et défrichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale.
Constats : L'autorisation environnementale ne contient pas d'autorisation de défrichage. Toutefois, dans les surfaces en extension, des arbres et des haies basses ont été coupés ou broyés conformément au dossier. Ce déboisement/défrichage a été réalisé début octobre après avis favorable d'un écologue conformément à la mesure de réduction écologique n°9 (article 11.1.2 de l'AP autorisation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conduite de l'extraction- évacuation des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site qui empruntent la route départementale n° 985.
Constats : Chaque camion sortant en charge du site de la carrière fait l'objet d'un bon de pesage à la bascule (ou du contrôle du bon de chargement pour l'enrobé). En cas de surcharge constatée à la bascule, le véhicule doit décharger sur la plate-forme de stockage des matériaux du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.5
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant : Phase 1 : - date prévisible de début de la phase : 2022 - surface en extraction : 72 500 m ²
Constats : La phase 1 a débuté le 15 septembre 2022 par le décapage de toute la surface en extension Nord et par l'approfondissement de la fosse en cours d'extraction au Sud.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, l'exploitation de la carrière est soumise à la surveillance des émissions de poussières dans l'environnement.
Constats : L'exploitant surveille les émissions de poussières dans l'environnement depuis 2018. Le plan de surveillance comprend actuellement 4 points valides : - 1 station témoin à l'ouest, - 3 stations de type b : maison Simeret (Nord), maison Garmier (Sud), école de La Chapelle sous Dun (Sud). Il n'y pas (ou plus) de point de surveillance de type c en limite d'emprise (suite à l'extension). La surveillance est effectuée trimestriellement par jauge.
Non-conformité : absence de points de surveillance en limite d'emprise sous les vents dominants (type c). Fournir le plan de surveillance actualisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Rejets centrales d'enrobage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, émanations de la centrale d'enrobage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera une étude technico-économique visant à réduire les émanations ressenties par les riverains ayant pour origine la production et la manipulation des produits bitumineux et de l'enrobé sur le site (suite aux observations relevées lors de l'enquête publique). Cette étude devra être remise à l'inspection des installations classées au plus tard, en juillet 2022 afin que l'exploitant établisse un programme d'action le cas échéant.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis en juillet 2022 une étude technico-économique visant à réduire les émanations issues de la centrale d'enrobage.</p> <p>Cette étude a identifié deux solutions possibles pour réduire à la source les odeurs d'enrobés : - abaissement de la température de fabrication des enrobés de 15 °C par ajouts d'additifs liquides dans le bitume, - ajout d'additif désodorisant dans le bitume.</p> <p>L'exploitant précise que son installation récente (2015) est déjà équipée de dispositifs permettant de réduire les odeurs (trémies et convoyeurs capotés, dépoussiéreur). L'exploitant a choisi de mettre en œuvre la solution d'abaissement de la température de fabrication des enrobés qui permet de diminuer les émissions de COV, CO2 et de réduire les coûts énergétiques.</p> <p>Depuis la mise en place de cette mesure (courant été 2022), aucun signalement ou plainte n'a été reçu (exploitant ou DREAL). Il est à noter que la centrale d'enrobage au bitume fonctionne quasiment toute l'année.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation et joint au dossier préalable définit à l'article 2.3.6.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

<ul style="list-style-type: none"> • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction pour l'exploitation de la carrière.</p> <p>Observations sur le plan de gestion des déchets fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume de matériaux terreux (21 000 m³) au chapitre III.1 n'est pas repris dans les volumes de stériles indiqués au chapitre III.3.1, - le plan n'indique pas les zones de stockage provisoire des déchets (< 3 ans) le cas échéant et l'absence de zones de stockage de déchets (> 3 ans) le cas échéant.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 18 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 10.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux, • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • le positionnement et les hauteurs des fronts, • les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<p>Constats : Le dernier plan d'exploitation au 1/1000 relevé par l'entreprise THIVENT SAS date du 06/09/2022 soit avant le début d'exploitation de la phase 1.</p> <p>Le plan contient toutes les informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 19 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est de 280 m NGF.
Constats : La cote minimale d'extraction est de 305,5 m NGF dans la fosse Sud selon le dernier plan d'exploitation du 06/09/2022. Un gradin inférieur a été ouvert dans ce secteur depuis le dernier relevé portant la cote minimale actuelle aux alentours de 295 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet